

# Témoignages

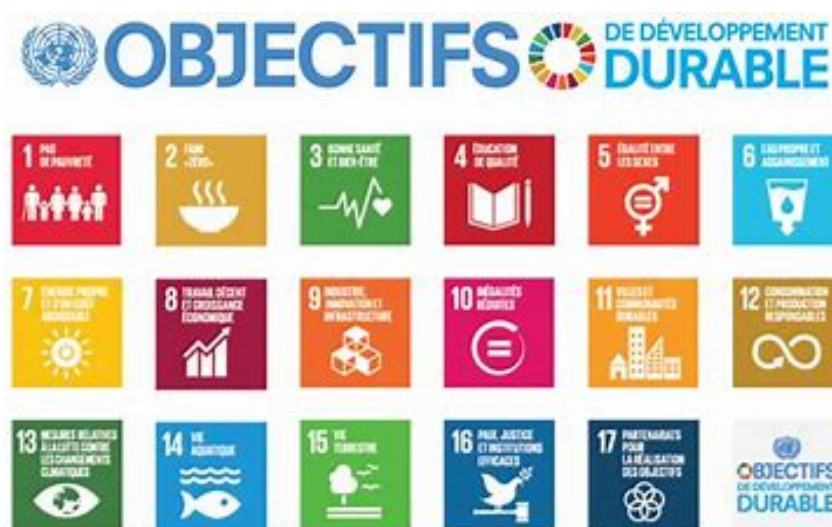
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°197021- 76EME ANNÉE

## LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : DES STRATÉGIES DIFFÉRENCIÉES MAIS UNE NÉCESSITÉ DE DÉFINIR UNE STRATÉGIE RÉUNIONNAISE

La lutte contre la pauvreté est une bataille essentielle au vu de la situation vécue par une grande majorité de la population. Mais la lutte contre la pauvreté ne peut se faire que par une stratégie à long terme.



Entre 1990 et 2015, le taux d'extrême pauvreté dans le monde a reculé, passant de 36 % à 10 %. Toutefois, le rythme du changement s'est ralenti et la crise liée à la COVID-19 risque hélas d'anéantir des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté. Entre 1990 et 2015, le taux d'extrême pauvreté dans le monde a reculé, passant de 36 % à 10 %. Toutefois, le rythme du changement s'est ralenti et la crise liée à la COVID-19 risque hélas d'anéantir des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté.

Plus de 700 millions de personnes, soit 10 % de la population mondiale, vivent encore aujourd'hui dans l'extrême pauvreté et luttent pour satisfaire leurs besoins fondamentaux, notamment accéder aux soins de santé, à l'éducation ainsi qu'à l'eau et à l'assainissement. La majorité des personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour se trouvent en Afrique subsaharienne. Dans le monde, le taux de pauvreté dans les zones rurales est de 17,2 %, ce qui est plus de trois fois supérieur au taux dans les zones urbaines.

Pour les travailleurs, avoir un emploi ne garantit pas une vie décente. En effet, 8 % des travailleurs dans le monde, en 2018, vivaient, avec leur famille, dans l'extrême pauvreté. Un enfant sur cinq vit dans l'extrême pauvreté. Si l'on veut faire reculer la pauvreté, la garantie d'une protection sociale pour tous les enfants et les autres groupes vulnérables est essentielle.

Ce constat étant fait, il convient d'analyser les stratégies mis en œuvre.

### LA STRATÉGIE FRANÇAISE DE MISE EN ŒUVRE D'UN REVENU UNIVERSEL

Dû à la crise Covid, les chiffres du chômage inquiètent : plus de 10 millions de Français sont au chômage partiel, soit plus d'un salarié du privé sur deux. Selon la Banque de France, le produit intérieur brut (PIB) devrait chuter de 9% à 10% pour l'année 2020, en raison de la crise économique du coronavirus et des confinements. À titre de comparaison, la baisse avait été de 31% en avril, au moment du premier confinement.

Par peur, d'un creusement des inégalités en cette période de crise, 19 présidents de département (PS) ont plaidé pour l'instauration d'un revenu universel : *"Alors que la crise sanitaire du Covid-19 évolue chaque jour un peu plus en une crise économique mondiale, poussant nos systèmes de solidarité dans leurs retranchements, le revenu de base apparaît (...) comme une solution pour amortir le choc social qui risque de faire basculer nombre de nos concitoyens dans la précarité"*. Cette proposition déjà faite en 2018, est relancé ces derniers jours à l'initiative de Jean Luc Gleze président du Conseil départemental de Gironde.

Le revenu universel est une vieille idée libérale datant de Milton Friedman. Il s'agit d'un revenu inconditionnel et universel. Mais il viendrait se substituer à tous les revenus de subsistance en les harmonisant (RSA, AAH...et autres).



Au sens strict, le revenu universel est rare sur la planète. Seul l'État de l'Alaska, aux États-Unis, a instauré, en 1982, un « dividende citoyen » alimenté par les revenus tirés du pétrole et du gaz d'entre 1 000 et 2 000 € par an.

Il s'agit de combattre la pauvreté par des revenus de redistribution. Mais ces revenus de subsistance placent les habitants sous le seuil de pauvreté en ne leur assurant que l'essentiel, pour faire taire toute révolte.

### LA STRATÉGIE CHINOISE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Au cours des 40 dernières années de réforme et d'ouverture, plus de 700 millions de personnes en Chine ont été sorties de la pauvreté, soit plus de 70% de la réduction de la pauvreté accomplie dans le monde.

La voie chinoise de développement est un processus graduel, expérimental et simultané d'industrialisation, de marchandisation et de mondialisation sous la direction de l'État, un processus de libéralisation économique sans libéralisation politique.

L'industrialisation est propulsée par le capital, la main-d'œuvre et la technologie ; la marchandisation est introduite par la création d'un marché en dehors du plan étatique ; et la mondialisation est réalisée par une stratégie d'orientation vers l'exportation.

Il faut aussi signaler l'assistance directe fournie par les parties les plus riches de la Chine aux zones intérieures les plus pauvres, qui a agi dans l'intérêt mutuel des deux partenaires. Cette approche a également été initiée, suivie et complétée par des programmes centraux et locaux de développement économique, social et culturel.

Le système financier, quant à lui, est entièrement tourné autour des objectifs de développement. Le ministre des finances représente l'État dans les conseil d'administration des organismes bancaires et les banques spécialisés sont régulés par des commission spécialisé lié au secteur concerné.

Le socialisme de marché développé par la Chine a permis d'éradiquer la pauvreté. Au-delà de ces exemples, il nous faut une stratégie réunionnaise de lutte contre la pauvreté par le développement.

Après le Plan de survie, le PCR a notamment publié *"Égalité et développement"* en 1995 ainsi que *"le Nouveau contrat social"* en 2006. Cette démarche trouve également son illustration dans le Plan de développement actif adopté en 1992 par le Conseil régional et par la Plate-forme de l'Alliance.

Il convient de régler l'urgence mais il faut aussi éradiquer durablement la pauvreté par le développement et le travail.

Ce qui a été possible en Chine doit l'être à La Réunion.

**David Gauvin**

### **COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA BANQUE MONDIALE**

Pour la première fois depuis plus de vingt ans, le taux mondial d'extrême pauvreté devrait augmenter en 2020, prévoit la Banque mondiale, en mettant en lumière les conséquences aggravantes de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur la réduction de la pauvreté, déjà freinée par les conflits et le changement climatique.

Selon le rapport bisannuel sur la pauvreté et la prospérité partagée publié aujourd'hui, la pandémie risque d'entraîner entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté cette année et jusqu'à 150 millions d'ici à 2021, en fonction de la gravité de la récession économique.

L'extrême pauvreté, dont le seuil est fixé à moins de 1,90 dollar par jour, devrait ainsi toucher entre 9,1 % et 9,4 % de la population mondiale en 2020, soit un retour en arrière de l'ordre du taux de 9,2 % enregistré en 2017. Sans les bouleversements induits par la pandémie à travers le monde, ce chiffre aurait dû tomber à 7,9 % en 2020.

*« La pandémie et la récession mondiale qui l'accompagne vont faire basculer plus de 1 % de la population mondiale dans l'extrême pauvreté, souligne le président du Groupe de la Banque mondiale David Malpass ».*

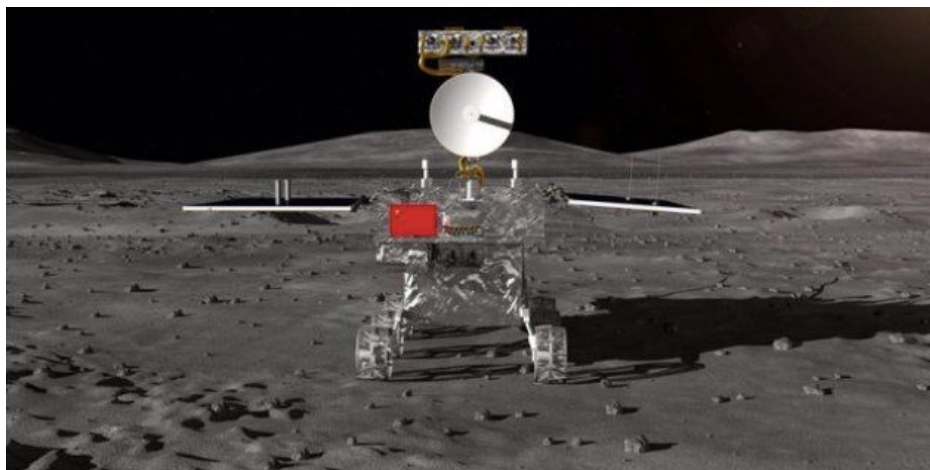
*« Afin de remédier à un recul qui nuit gravement aux progrès du développement et à la réduction de la pauvreté, les pays devront se préparer à une nouvelle économie dans l'après-COVID, en faisant en sorte d'orienter les capitaux, la main-d'œuvre, les compétences et l'innovation vers de nouveaux secteurs d'activité et de nouvelles entreprises. À travers la BIRD, l'IDA, IFC et la MIGA, le soutien du Groupe de la Banque mondiale aidera les pays à renouer avec la croissance et à faire face aux conséquences sanitaires, sociales et économiques de la pandémie tout en œuvrant à un redressement durable et sans exclus. »*

Une grande partie des « nouveaux pauvres » sera concentrée dans des pays qui connaissent déjà des taux de pauvreté élevés, et 82 % vivront dans des pays à revenu intermédiaire qui verront pour certains un nombre considérable de leurs habitants passer sous le seuil de l'extrême pauvreté.

La Banque mondiale appelle à une action collective pour que les progrès dans la réduction de la pauvreté ne soient pas effacés. Il souligne que les efforts sont exposés à des menaces, à savoir en particulier les conflits et le changement climatique.

# ÉDITO

## ON NE BRICOLE PLUS EN CHINE !



Les ingénieurs chinois viennent de réussir un exploit. Ils ont envoyé un engin sur la lune pour collecter des échantillons du sol. En ce moment, le décollage de la surface lunaire s'est bien effectué et l'engin transportant les prélèvements s'est arrimé avec succès avec l'orbiteur. Lancée le 24 novembre, l'opération Chang'e 5 est l'une des missions les plus complexes de l'ère aérospatiale chinoise. Mais surtout, cela fait 40 ans qu'aucun autre pays n'a ramené des échantillons lunaires.

En croisant les doigts pour cet exploit mondial qui bénéficiera à la connaissance scientifique, il est bon de rappeler que la Chine est devenue une grande puissance technologique mondiale. Le 6 novembre, à partir d'une seule fusée, elle a placé 13 satellites en orbite dont l'un d'eux devra tester l'application 6G.

Ces réussites de haut niveau sont dues à une politique volontariste du gouvernement à direction communiste. Selon l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle). Sur 3,3 millions de brevets déposés, en 2018, la Chine en détient la moitié, soit 1,3 millions. Plus largement, l'Asie a déposé les 2/3, soit 66,8% ! En pleine croissance de 5,2% du nombre de dépôts sur l'année, les Etats-Unis pointent à la 2e place avec 600 000 dépôts. Ils régressent même de 1,6% par rapport à 2017. L'Office Européen se situe à la 5eme place.

Les Etats-Unis et l'Union Européenne auront de plus en plus de mal à cacher leurs échecs, en s'opposant à l'expansion technologique chinoise. Il y a longtemps qu'on ne bricole plus en Chine.

**Ary Yée Chong Tchi Kan**

# MANIFESTATION POUR LA DÉMISSION DU PREMIER MINISTRE ARMÉNIEN SUITE AU CESSEZ-LE-FEU

Plusieurs milliers de manifestants se sont retrouvés le samedi 5 décembre à Erevan, capitale de l'Arménie pour réclamer la démission du premier ministre, dont ils condamnent le fait d'avoir signé le cessez-le-feu mettant pour le moment fin à la guerre avec l'Azerbaïdjan.



## LES NOMBREUSES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

La colère des Arméniens est plus que légitime. En effet, les conséquences du cessez-le-feu signé le 10 novembre dernier sont terribles pour la population arménienne, notamment celle originaire de la république sœur de l'Artsakh (également appelée Haut-Karabagh).

Suite à la reprise du conflit qui les oppose à l'Azerbaïdjan, qui avait débuté le 27 septembre, il y a ainsi eu de nombreuses conséquences pour la population. Les 2/3 des territoires de l'Artsakh ont été perdus au profit de l'Azerbaïdjan, y compris la partie sud de ce qui était l'oblast autonome du Haut-Karabagh sous l'URSS, entraînant un exode massif de la population vers l'Arménie.

Les habitants restants, quant à eux craignent pour leur vie, en particulier après que le président azerbaïdjanais eut déclaré « j'avais dit que nous chasserons [les Arméniens] de nos terres comme des chiens et nous l'avons fait »,

ce qui évidemment ne peut que procurer de la crainte pour la population de l'Artsakh, d'autant plus lorsque l'on sait que le seul lien qui les rattache dorénavant à la république sœur d'Arménie est une simple route au beau milieu des nouveaux territoires conquis par l'Azerbaïdjan.

## ORIGINE DU CONFLIT

Cette guerre opposant les Arméniens et les Azerbaïdjanais, qui a donc repris du 27 septembre au 10 novembre dernier est très loin d'être nouveau.

En effet, l'origine de ce conflit se situe à 1919, avec l'annexion du territoire du Haut-Karabagh, majoritairement arménien par l'Azerbaïdjan suite aux Traités mettant fin à la Première Guerre Mondiale. Si l'entrée de l'URSS des deux républiques a permis d'apaiser les tensions pendant de longues années, les Artsakhstis décidèrent de faire sécession en 1991.

Dès lors, la guerre a débuté, opposant ainsi les populations arméniennes aux Azerbaïdjanais depuis près de 30 ans.

Mais ce conflit est asymétrique : les deux Etats peuvent compter sur le soutien de la Russie, ce qui peut s'expliquer par le jeu d'influence pour l'Arménie et l'oléoduc qui passe par l'Azerbaïdjan. L'Arménie ne peut en plus compter que sur sa diaspora, qui certes s'est énormément mobilisée, notamment en France mais qui pour autant ne permet pas de gagner une guerre.

L'Azerbaïdjan, quant à elle peut compter sur un important soutien de la Turquie, qui a fourni armement et troupes, y compris certaines étant suspectées d'être des djihadistes car revenant directement de Syrie.

### **IMPLICATION FORTE DE LA TURQUIE**

Ce soutien de la Turquie peut malheureusement s'expliquer par l'Histoire.

En effet, les Arméniens étaient originellement nombreux dans le territoire de l'actuelle Turquie, et étaient même majoritaires dans une bonne partie de l'Anatolie.

Mais entre 1915 et 1916, la population arménienne a été victime d'un génocide perpétré par des Turcs (dans ce qui était encore l'Empire Ottoman) amenant au massacre des 2/3 des Arméniens d'Anatolie et du haut-plateau arménien, soit 1.500.000 victimes. La Turquie ne reconnaît toujours pas ce génocide.

Ce contexte, ainsi que le fait qu'Erdogan et l'AKP, son parti aient une idéologie néo-ottomaniste revancharde et que le pays soit membre du conseil turcique tout comme l'Azerbaïdjan, expliquent leur forte implication dans cette guerre contre les Arméniens.

Ce soutien de la Turquie se traduit également par l'action de groupes radicalisés de la diaspora, les Loups Gris, qui ont notamment mis en place de nombreuses actions violentes en France, et viennent d'ailleurs d'être dissous.

### **LES PUISSANCES OCCIDENTALES RESPONSABLES DE LA SITUATION**

Mais cette situation est également imputable aux puissances occidentales, en particulier de la France et des Etats-Unis.

En effet, alors qu'elles sont membres avec notamment la Russie, la Turquie l'Arménie et l'Azerbaïdjan (mais également d'autres membres tels que l'Allemagne et l'Italie) du Groupe de Minsk qui a pour but depuis 1992 de trouver une résolution pacifique au conflit opposant les Arméniens aux Azerbaïdjanais sur la question de l'Artsakh, les négociations qui ont eu lieu entre l'ensemble des parties pour la mise en place du cessez-le-feu a été marqué par l'incapacité de la France et des Etats-Unis à défendre une position autre que celle qui est, in fine favorable aux intérêts de la Turquie et de l'Azerbaïdjan.

Leur objectif était en effet plus centré sur le fait de parasiter les pourparlers russes que de négocier dans l'intérêt de l'ensemble des populations impliquées.

### **ET MAINTENANT ?**

Quoi qu'il en soit, et si la colère des Arméniens est évidemment légitime, il semble compliqué d'imaginer, et ce même avec la potentielle chute du gouvernement en place en Arménie la fin définitive de ce conflit dans les mois et années à venir, tant les intérêts sont nombreux dans la région.

**Mathieu Raffini**

# PEUPLE ET POLICE : CONFIANCE ROMPUE.

Deux ans après le début du mouvement des « *gilets jaunes* » et toutes les violences à l'encontre de ces derniers, nous assistons de nouveau à un déchainement de violence contre le peuple. Vidéo édifiante de près de 10 minutes, où l'on voit un homme se faire violemment frapper par des policiers. Les violences policières ont été à nouveau mises en lumière par cette vidéo qui devrait mettre fin à tout doute sur les violences policières.



Ajouter des lignes Comment voulez-vous que le peuple soit rassuré et protégé par une police qui a osé mentir à leur hiérarchie pour se couvrir, en accusant leur victime sans relâche.

Heureusement que la vidéo était présente, laissant peu de place au doute sur l'agissement réel de ces policiers. Néanmoins, il faut bien distinguer les « *brebis galeuses* », coupables désignées du déchainement de violence que subissent certaines personnes innocentes, du reste des forces de polices.

Cette affaire est une preuve de plus pour enlever l'article 24 du projet de loi « Sécurité globale » qui encadre la diffusion des images des forces de l'ordre en opération. Texte jugé attentatoire à « la liberté d'expression » et à « l'Etat de droit ».

C'est une atteinte au droit des citoyens et de la presse à informer.

Il faut filmer et continuer à le faire car s'il n'y avait pas eu d'images, on n'aurait rien connu et cette affaire serait passé inaperçu et peut être contre la victime. Sans image diffusées par la société civile, les violences policières resteront impunies.

Cet usage de la force contre les citoyens contribue à rompre le lien de confiance indispensable entre les citoyens et la police.

Il faut que ceux qui font respecter la loi la respectent eux-mêmes pour éviter toute forme de tension qui ne cessent d'augmenter à l'égard des policiers et qui se ressentent de plus en plus lors des manifestations. Que certains, par leurs actes odieux, n'entachent pas l'image de la profession.

Le respect doit être mutuel pour une bonne société et un apaisement global.

**Bertrand Ancelly**



## LA SÉKIRITÉ ALIMANTÈR ? SA I FO POU NOU, É NOU LÉ KAPAB TRAPÉ..

**Mé zami, mésyé, médam , la sosyété, ni pé komans dékonprèss in pé pou komanss la somenn pars sé tan issi tout somenn lé dir, néna la toksisité dan l'èr é nou la bézoin sirmonte in n'afèr konmsa.**

Akoz ni dékonprèssré pa in pé avèk in bon bouyon brède. A ! Néna poin lontan in soir mwin la gard la télé é sak mwin la vi té plito intéressan. An plin dann télé néna in moun la prézant in kantité paké brède. L'avé o moins pré d'in vintène kalité. Mi di sa pars kan i parl brède la plipar rant nou i panss : brède sitrouye, shoushou, shou d'shine, paryètèr, morèl, mourong lastron mé néna in bonpé ankòr-in diksyonèr i sifiré pa, parsnénna déshoz pou di...Fransh vérité, la in vré rishèss pou nout manzé péi, épi kan i anparl la sékirité alimantèr ni oi sa in n'afèr i pé ède anou pou ariv laba.

In zour mwin la antann in médsin-in vyé médsin-apré kozé é kossa li téi di ? Li téi di li panss manzé rényoné sé in manzé ékilibré si i baz dsi la tradisyon :do ri, lo grin, brède,avèk in bout la vyann sansa poisson. I parétre bann médsin la fine kalkil kossa in manzé konmsa i pé aport nout kor. Ebin li pé aport anou lo bienètr-mwin la fine dilékilib ébin sa i vé é dir a popré lo mèm zafèr. Sirtou si wi mète avèk sa in yaourt konm produi létyé, sansa in morso fromaz, inn-dé létshi konm, in bout zanana..San tro fors dsi luil, la grèss, lo sik.

Ziss sak i fo mé pa pliss.Kan mèm pa bokou mé an sifizanss.Pou mwin i n'afèr konmsa i rant afon dann la kétyonn la sékirité alimantèr é la sa i intèrèss amwin bokou. Mwin la fine asplik amwoin é pa arienk in kou pou dir nou lé issi dann loséan indien, nou lé dsi in pti tériroir avèk son milyé natirèl konm kado é la matyèr griz son bann zanfan konm fiziy é konm zoutiy. Sé pou sa mwin la bien aprésyé la sékans brède dann télé é mi angaj tout demoun issi La Rényon pou dir azot :nou la bézoin la sékirité alimantr pou nout péi épi nout pèp é ni koné sé in n'afèr ni pé trapé. In l'utopie ? Oui mé in l'utopie dovan nout porte,a nout porté. Fransh vérité :Nou lé kapab !

**Justin**

**Témoignages**  
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean Slmon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

Site Web: [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP: 0916Y92433